

## Afrique

Dans l'Afrique d'expression anglaise, l'année a été marquée avant tout par la persistance d'une grave sécheresse dans plusieurs régions et par des changements inattendus dans la politique de l'Afrique du Sud.

Le Canada a cherché à remédier à la première de ces situations en augmentant son apport d'aide alimentaire et en renforçant le secteur agricole, déjà appréciable, dans le cadre de ses programmes bilatéraux d'aide au développement dans les régions touchées. En tant que membre du Groupe de contact des pays occidentaux pour la Namibie, le Canada a invité à maintes reprises l'Afrique du Sud à se retirer du sud de l'Angola, processus qui a commencé effectivement en janvier 1984. L'issue finale et les répercussions pour l'indépendance éventuelle de la Namibie étaient encore peu claires, à la fin de l'année financière, en mars.

En dépit de l'agitation qui régnait par intermittence dans des régions de son propre pays nouvellement indépendant d'Afrique du Sud, le premier ministre Mugabe du Zimbabwe a pu faire une visite officielle marquante au Canada où il s'est rendu non seulement à Ottawa, mais aussi en Nouvelle-Écosse, à Montréal, à Toronto et à Regina. Lors de la Conférence de Lusaka tenue en février, le Canada a annoncé une affectation éventuelle de 125 millions de dollars pour une période de cinq ans en faveur de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe. En même temps, les autorités canadiennes ont suivi de près la controverse dont faisaient l'objet, en Afrique du Sud, les nouvelles dispositions constitutionnelles qui admettent au suffrage les communautés asiatique et de couleur, mais continuent d'exclure la majorité noire de sa participation légitime au gouvernement.

En Afrique de l'Ouest, le ministre d'État aux Relations extérieures a effectué une importante visite bilatérale au Nigeria où, plus tard dans l'année, les élections nationales ont été suivies d'un coup d'État militaire qui mettait fin à quatre années de pouvoir civil. Le Ghana, pour sa part, a montré de nouveaux signes de stabilité économique comme le ministre a pu l'observer lors d'une visite effectuée en février.

En Afrique orientale, la solution du problème de l'actif et du passif de la défunte Communauté d'Afrique orientale a diminué les tensions dans la région, entraîné la réouverture de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie et éliminé une complication mineure dans les relations du Canada avec trois de ses plus anciens et plus étroits partenaires africains. Le président Moi a été réélu pour un nouveau mandat au Kenya, comme l'a été en Zambie le président Kaunda. Dans la péninsule des Somalis, les tensions et les combats qui se poursuivaient en Éthiopie et dans le voisinage se sont aggravés, mais n'ont pas empêché l'apport de grandes quantités de secours humanitaires canadiens.

L'année a été marquée par des visites au Canada de ministres de différents portefeuilles (finances, communications, énergie, éducation, affaires étrangères), venus du Malawi, du Zimbabwe, du Kenya, de Tanzanie, de la Sierra Leone, de l'Uganda et de l'île Maurice. M. Sam Nujoma, président de la South-West African People's Organization (SWAPO) a effectué une visite particulièrement utile à Ottawa en février.

Le Canada a continué de renforcer ses liens avec les pays africains d'expression française et de défendre ses intérêts politiques et économiques tout en jouant un rôle actif dans les efforts de développement de la région. Grâce aux visites

échangées au plus haut échelon, il a été possible de donner un nouvel élan au programme existant et d'élargir les champs de coopération. Les réunions de commissions bilatérales avec le Sénégal, le Mali, le Gabon et le Zaïre ont fourni des occasions d'examiner les relations avec ces pays et d'établir des plans pour l'avenir.

Un certain nombre de ministres canadiens se sont rendus dans divers pays africains d'expression française, dont le Burundi, le Cameroun, la Guinée, le Mali, la Tunisie et le Zaïre. Ces visites ont permis au Canada d'étudier et d'intensifier les activités dans ces pays, dans les domaines tant des relations commerciales que de l'aide au développement, et de poursuivre un dialogue politique sur des sujets d'intérêt commun.

Deux importantes visites d'État ont eu lieu en 1983 : le Canada a reçu le président Félix Houphouët-Boigny de la Côte-d'Ivoire et le président Diouf du Sénégal. Sont également venus au Canada les ministres des Affaires étrangères du Gabon, du Mali, du Cameroun, de la Haute-Volta et de Djibouti, et des ministres de divers autres pays, dont le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et Madagascar.

Du point de vue économique, la situation générale de l'Afrique francophone ne s'est pas améliorée. La sécheresse qui continuait de sévir dans la région du Sahel a commencé de s'étendre à plusieurs pays côtiers. Les pays exportateurs de pétrole se sont trouvés devant une stagnation des prix et de la demande, et les autres ont fait face à une crise croissante dans le domaine de l'énergie. La dette des pays de la région, même ceux des pays relativement plus prospères, a atteint des proportions alarmantes, et un certain nombre d'entre eux ont dû établir des mesures de grave austérité pour soutenir leur économie. Ailleurs, la situation agricole a continué de se détériorer et les cas de disette se sont multipliés.

Sur le plan politique, la situation au Tchad a empiré avec le retour de la présence libyenne dans le nord du pays et l'arrivée de troupes françaises et zaïroises qui ont pris des positions entre le 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> parallèle afin de protéger le gouvernement Ndjamena. Dans le Sahara occidental, les parties au conflit n'ont pu se mettre d'accord sur les conditions d'un cessez-le-feu qui aurait permis la tenue d'un référendum. En Haute-Volta, un nouveau coup d'État a porté au pouvoir un gouvernement déterminé à modifier en profondeur la structure sociale, économique et politique du pays. Dans un certain nombre de pays de la région, des grèves et des escarmouches ont mis au jour des tensions profondes causées par une situation politique et économique précaire.

Le Canada a maintenu son aide au développement de la région, lui consacrant en 1983-1984 plus de 223 millions de dollars, affectés en majeure partie au développement rural, aux programmes énergétiques et au soutien de la balance des paiements. Les exportations canadiennes à destination de l'Afrique francophone ont atteint 623 millions de dollars en 1983 et les importations ont totalisé 203 millions de dollars. Les relations bilatérales ont bénéficié de l'appui des nombreux réseaux de liens multilatéraux qu'assurent les institutions francophones internationales.

La plupart des pays africains ont connu de graves problèmes économiques et financiers. En 1983, le Canada a exporté des marchandises d'une valeur de 1,1 milliard de dollars et a fourni pour environ 350 millions de dollars de services d'experts-conseils à l'Afrique, tandis que les biens importés atteignaient environ 700 millions. Les principaux marchés